



Communiqué de presse

Mercredi 23 août 2006

Explosion des coûts dans le domaine social

Le rapport du Conseil fédéral relatif à l'évolution de la dette confirme de sombres perspectives

economiesuisse salue la publication du rapport du Conseil fédéral relatif à l'évolution de la dette et en appuie les principales conclusions. La Fédération des entreprises suisses attend du Conseil fédéral et du Parlement davantage de courage et de discipline en matière de dépenses, tant dans la planification financière que dans le réexamen des tâches. Si elle se veut durable, la politique financière doit être responsable. Elle ne doit pas dépendre d'embellies conjoncturelles ou de promesses électorales.

Le rapport confirme qu'au cours de ces dernières décennies on a enfreint sans vergogne le principe de durabilité. En comparaison internationale, l'endettement des collectivités publiques suisses a augmenté depuis 1990 dans une proportion supérieure à la moyenne. Ses causes résident dans les déficits chroniques et les opérations d'assainissement, chiffrées en milliards, d'entreprises d'Etat inefficaces. Parallèlement à cette explosion de l'endettement, l'appareil de l'Etat, les dépenses et la charge fiscale ont crû massivement. L'hystérie relative aux « économies à tout crin » est donc un mythe.

Les perspectives financières sont elles aussi très sombres. Le Conseil fédéral s'attend, d'ici la fin de la période sur laquelle porte le plan financier, à un gonflement du budget fédéral de quelque dix milliards de francs. A plus long terme, les dépenses, telles qu'elles apparaissent dans les projections concernant le réexamen des tâches, risquent de partir à la dérive dès 2015 déjà: en effet, les dépenses supplémentaires probables sont estimées à quelque 25 milliards de francs. C'est le secteur social qui sera à l'origine de cette explosion des coûts. Enfin, le rapport relatif à l'évolution de la dette met en évidence pour la première fois, et de manière transparente, les conséquences à long terme de ce dérapage dans le domaine social qui pourrait déboucher d'ici à 2025 sur un endettement de 125 milliards de francs, soit 15% supplémentaires du PIB. Si rien n'est fait pour corriger la situation au niveau des dépenses, il faudra inévitablement opérer des coupes dans d'autres secteurs tels la formation, les transports, l'environnement, l'agriculture ou la sécurité. Cette évolution compromettrait la capacité d'action de l'Etat.

economiesuisse s'engage, dans l'intérêt du contribuable, pour éviter les errements de politique financière des années nonante. Les programmes d'allégement budgétaire 2003 et 2004 ne sont de loin pas suffisants pour assurer une base financière durable. C'est pourquoi, si l'on veut éviter des charges supplémentaires aux générations actuelles et futures sous forme de dettes ou d'augmentations d'impôts, la planification des dépenses devra respecter la courbe du renchérissement et il faudra adopter les réformes structurelles qui s'imposent dans le cadre du réexamen des tâches. C'est ce qu'economiesuisse demande au Conseil fédéral et au Parlement. C'est le seul moyen de rester dans la cible que le Parlement a fixée lorsqu'il a adopté la motion Lauri en juin.

Pour toutes questions :

Pascal Gentinetta, economiesuisse : 044 421 35 12 pascal.gentinetta@economiesuisse.ch